

---

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### C.C.A.P.

---

Marché établi en application du Code de la commande publique

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2018/12/3/2018-1075/jo/texte>

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2018/11/26/2018-1074/jo/texte>

### Marché 2026.05

Accord-cadre relatif à des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le conseil et l'analyse stratégique et technique en mobilité ainsi que l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation d'un Plan de Mobilité pour l'Université de Lille

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ _____	3
ARTICLE 2 – FORME ET COMPOSITION DU MARCHÉ _____	3
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS _____	3
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ _____	4
ARTICLE 5 – LIEU D’EXECUTION DES PRESTATIONS _____	5
ARTICLE 6 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE _____	5
ARTICLE 7 – RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE _____	5
ARTICLE 8 – OBLIGATIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE _____	6
ARTICLE 9 – OPERATIONS DE VERIFICATION _____	6
ARTICLE 10 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE _____	6
ARTICLE 11 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE _____	7
ARTICLE 12 – LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES DU REGLEMENT GENERAL DE LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD) _____	7
ARTICLE 13 – CONDITIONS D’EXECUTION DU MARCHÉ _____	15
ARTICLE 14 - PRIX _____	19
ARTICLE 15 – DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE _____	20
ARTICLE 16 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT _____	21
ARTICLE 17 - AVANCE _____	23
ARTICLE 18 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE _____	24
ARTICLE 19 - PENALITES _____	25
ARTICLE 20 - RESILIATIONS _____	25
ARTICLE 21 – LITIGES – REGLEMENT DES DIFFERENDS _____	26
ARTICLE 22 – PREVENTION DES CONFLITS D’INTERETS _____	27
ARTICLE 22 – DEROGATION AU CCAG-PI _____	29

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le conseil et l'analyse stratégique et technique en mobilité ainsi que l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation d'un Plan de Mobilité pour l'Université de Lille.

Ce plan vise à optimiser les déplacements de tous les acteurs de l'Université (étudiants, personnels, visiteurs) en privilégiant des modes de transports durables et en réduisant l'empreinte environnementale.

## **ARTICLE 2 – FORME ET COMPOSITION DU MARCHÉ**

La présente consultation est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert selon les articles R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

Il prendra la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à marchés subséquents sans montant minimum et avec un montant maximum de 600 000 € HT.

Cet accord-cadre est composé d'un lot unique en raison de l'impossibilité technique de dissocier les prestations qui le composent. En effet, la dévolution en lots séparés du présent marché est susceptible de poser des problèmes importants en termes d'interopérabilité au niveau des prestations fournies par l'entreprise titulaire du marché, ce qui serait susceptible de compromettre sa bonne exécution.

Il est précisé que ce montant maximum est prévu pour une durée de quatre (4) ans.

Par ailleurs, l'Université de Lille se réserve la possibilité de passer un ou plusieurs marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique dans les conditions prévues au CCAP de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

### **3.1. Pièces constitutives de l'accord-cadre**

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (ATTRI 1) et ses annexes (BPP) complétés et signés, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université, fait seule foi en cas de litige,
2. Le présent cahier des clauses particulières (CCAP), paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université Lille, fait seule foi en cas de litige,
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),

CCAP-2026.05

4. L'offre technique du titulaire,
5. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI) de 2021

**Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.**

Les conditions générales de vente qui seraient contraires aux dispositions du présent marché et à la réglementation des publics ne sont pas applicables.

L'offre est rédigée en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). De même, les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

### **3.2. Pièces constitutives des marchés subséquents**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement (ATTRI 1) du marché subséquent et son annexe (DPGF) complétés et signés, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université, fait seule foi en cas de litige,
2. Le cahier des clauses administratives particulières du marché subséquent concerné (CCAP MS) paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université Lille, fait seule foi en cas de litige,
3. Le présent cahier des clauses particulières (CCAP) de l'accord-cadre paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université Lille, fait seule foi en cas de litige,
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
5. La note méthodologique du candidat,

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI) de 2021

## **ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ**

Le présent marché est conclu pour une durée d'un (1) an reconductible tacitement 3 fois 1 an soit une durée totale maximale de 4 ans à compter de sa notification.

En cas de non-reconduction du titulaire, celui-ci sera informé par lettre recommandée avec accusé de réception faite au moins trois (3) mois avant l'échéance de reconduction. Sa durée totale ne pourra excéder quatre (4) ans.

Par ailleurs, il est précisé que les marchés subséquents peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre et pourront produire leurs effets au-delà du terme de celui-ci conformément à l'article R2162-5 du Code de la commande publique, eu égard à la nature des prestations confiées.

## **ARTICLE 5 – LIEU D’EXECUTION DES PRESTATIONS**

**Université de Lille**

**42 rue Paul Duez**

**59000 LILLE**

## **ARTICLE 6 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE**

Le titulaire remet :

- Avant le début de chaque détachement d’un ou de plusieurs salariés, une attestation sur l’honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés (salarié envoyé à l’étranger pour effectuer un travail pendant une durée déterminée) et une copie de la déclaration de détachement conformément aux dispositions des articles R1263-4-1 et R1263-6-1 du Code du travail.
- En cas de recours au prêt de main d’œuvre, le contrat de mise à disposition du ou des employés entre l’entreprise prêtant la main d’œuvre et l’entreprise bénéficiaire. Pour rappel, le prêt de main d’œuvre est un mécanisme à but non lucratif, en cas de violation de ce mécanisme, les entreprises s’exposent à 2 ans d’emprisonnement et 30 000 € d’amende (Article L8243-1 du Code du travail)
- Avant la conclusion du marché, une attestation sur l’honneur indiquant ne pas employer des travailleurs étrangers ou la liste nominative des travailleurs étrangers soumis à l’autorisation de travail en précisant pour chaque salarié leur date d’embauche, leur nationalité ainsi que le type et le numéro d’ordre du titre valant autorisation de travail (article D8254-2 du Code du travail)

## **ARTICLE 7 – RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE**

Conformément à l’article 1 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République et l’article L141-6 du Code de l’éducation, le titulaire s’engage à ce que ses salariés et l’ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s’abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité et ce tout au long de la durée du contrat.

Il appartient au titulaire de faire respecter cette obligation durant toute la durée d’exécutions des prestations. Des contrôles inopinés pourront être réalisés par l’Université en sa qualité de pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect de ces principes, le titulaire s’expose à des pénalités ainsi qu’à une résiliation pour faute.

## **ARTICLE 8 – OBLIGATIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE**

Lors de la déclaration de sous-traitance, le titulaire doit remettre à l'acheteur un acte spécial de sous-traitance (DC4) par voie électronique ou par lettre recommandée avec accusé de réception avec tous les renseignements demandés dans ce formulaire.

De plus, il est rappelé que, conformément à l'article L2193-3 du Code de la commande publique, la sous-traitance ne peut porter sur l'intégralité des prestations du marché. En cas de doute sur la nature de la sous-traitance, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander le contrat de sous-traitance établi entre le titulaire et le potentiel sous-traitant.

Le sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang a droit au paiement direct dès lors que le contrat de sous-traitance est supérieur à 600 € TTC (article 6 de la loi du 31 décembre 1975).

Le sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang déclare au titulaire ses propres sous-traitants.

Le titulaire doit s'assurer que le sous-traitant de 2<sup>nd</sup> rang répond à toutes les règles imposées au sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang.

La déclaration de sous-traitance de 2<sup>nd</sup> rang doit être également transmise à l'acheteur. Il est précisé que les sous-traitants de 2<sup>nd</sup> rang et ultérieurs sont exclus du paiement direct.

En matière de responsabilité, la sous-traitance se fait sous la responsabilité du titulaire ce qui veut dire qu'il demeure responsable de l'exécution du marché.

## **ARTICLE 9 – OPERATIONS DE VERIFICATION**

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par l'Université, conformément aux dispositions prévues par les articles 28 et 29 du CCAG-PI.

Le délai imparti pour l'Université pour prononcer, ou non, l'admission est celui qui ressort de l'application des dispositions de l'article 28.2 du CCAG-PI.

Les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés. Au cas où l'université découvrirait, après admission, des défauts, elle en avise le titulaire dans les délais les plus brefs. Ce dernier procède alors à leur remplacement par retour du courrier.

Toute contestation fait l'objet de l'établissement immédiat d'un document écrit, dans lequel l'université consigne ses réserves et ses observations et l'adresse au titulaire.

En cas de défaillance du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur fera application des articles 36 et suivants du CCAG-PI.

## **ARTICLE 10 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

### **10.1. Clause papier**

Tous les documents livrables devront être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format.pdf ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).

### **10.2. Clause déplacements/mobilisations**

Pour se déplacer sur les différents sites, le titulaire privilégie les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine, des véhicules dits « propres » ou en transports collectifs.

## **ARTICLE 11 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE**

Conformément à l'article 5.1.1 du CCAG-PI, le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissances d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature revêtant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour l'exécution du service, à l'organisation fonctionnelle du service et du pouvoir adjudicateur, sont tenus par une obligation de moyen de confidentialité afin d'éviter que ces éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

En somme, le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent ou tout résultat, étude qui en seraient issus.

Il est précisé que les documents rendus publics ne sont pas assujettis au présent article.

Par ailleurs, l'obligation de confidentialité du titulaire s'étend également aux sous-traitants à sa charge. Il doit s'assurer du respect, par ses sous-traitants des dispositions relatives à l'obligation de confidentialité et du respect de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. De ce principe, le titulaire s'engage à faire figurer dans son contrat avec le sous-traitant une clause imposant à celui-ci les mêmes obligations que celles du présent marché.

## **ARTICLE 12 – LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES DU REGLEMENT GENERAL DE LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)**

### **12.1. Objet**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « *le règlement européen sur la protection des données* » ou « *RGPD* »).

### **12.2. Qualification de la responsabilité des parties**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché et conformément de l'article 4 du RGPD, le titulaire, aura le statut de sous-traitant (ci-après « *le sous-traitant* » ou le « *titulaire* »). L'acheteur

aura le statut de responsable de traitement (ci-après « *le responsable de traitement* » ou « *l'acheteur* »).

### **12.3. Finalité, description et durée du traitement**

Le sous-traitant est autorisé à réaliser pour le compte du responsable de traitement le(s) traitement de données personnelles suivants.

- **La nature des opérations de traitement :**

Toutes opérations de traitement (collecte, enregistrement, conservation, communication, destruction...) mises en œuvre dans le cadre de la prestation d'analyse stratégique et technique des mobilités, appui méthodologique et organisationnel permettant de structurer, piloter et mettre en œuvre l'ensemble des étapes du projet, déclinés en :

> Mission 1 : Réalisation d'éléments de diagnostic

Incluant la réalisation d'une enquête mobilité.

> Mission 2 : Assistance au lancement de prestation(s) complémentaire(s)

Incluant une prestation d'enquête mobilité ayant pour objet de dresser une image des pratiques de mobilités pour chaque catégorie d'utilisateur (étudiant.e.s, BIATSS/agents administratifs, enseignant.e.s, chercheurs/-euses, ...) de la communauté universitaire tout en identifiant les potentiels freins et leviers à l'adoption de modes de transports alternatifs à la voiture individuelle.

> Mission 3 : Assistance à l'élaboration du plan de mobilité

Incluant l'identification des partenaires potentiels à impliquer.

> Mission 4 : Assistance à la mise en œuvre du plan de mobilité

> Mission 5 : Assistance au suivi et à l'évaluation du plan de mobilité

> Mission 6 : Missions d'expertise et de conseil

- **La ou les finalité(s) du traitement :** assistance à maître d'ouvrage pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation d'un Plan de Mobilité (PDM).

- **Les catégories de données à caractère personnel traitées :**

Données personnelles strictement nécessaires au regard de la ou les finalité(s) du traitement.

- **Les catégories de personnes concernées :**

Les usagers de l'Université de Lille

Les tiers : acteurs, partenaires du projet

Les éventuels sous-traitants ultérieurs

- **Support(s) de traitement des données :**

Les serveurs et les terminaux du sous-traitant

Les serveurs et les terminaux de l'Université de Lille

- **Durées et règles de conservation des données appliquées et applicables par le titulaire :**



Durée du contrat.

#### **12.4. Obligations du responsable de traitement et celles du sous-traitant vis-à-vis de ce dernier**

- **Obligations du responsable de traitement**

Le responsable de traitement s'engage à :

- Fournir au sous-traitant les données visées à l'article 12.3 des présentes clauses ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits visés à l'article n°12.10 du présent marché.

- **Obligation du sous-traitant**

- Limitation des finalités

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'article 12.3 des présentes clauses, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement. Dans le cas de finalités non énumérées à l'article 12.3 des présentes clauses, le titulaire s'engage à demander systématiquement le consentement de l'utilisateur.

- Instruction

Le sous-traitant ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis. Dans ce cas, le sous-traitant informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si la loi le lui interdit pour des motifs importants d'intérêt public. Des instructions peuvent également être données ultérieurement par le responsable du traitement pendant toute la durée du traitement des données à caractère personnel. Ces instructions doivent toujours être documentées.

- Information de toute difficulté dans l'application de la réglementation

Le sous-traitant informe immédiatement le responsable du traitement si, selon lui, une instruction donnée par le responsable du traitement constitue une violation du RGPD ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données.

- Procédure en cas de recours à un sous-traitant ultérieur

- a) Le sous-traitant n'est pas autorisé à sous-traiter à un sous-traitant ultérieur les opérations de traitement qu'il effectue pour le compte du responsable du traitement

en vertu des présentes clauses sans l'autorisation écrite spécifique préalable du responsable du traitement.

- b)** Au cours de l'exécution du présent marché, le sous-traitant soumet la demande d'autorisation spécifique de recourir à un nouveau sous-traitant ultérieur au moins 30 jours avant le recrutement de celui-ci, ainsi que les informations nécessaires pour permettre au responsable du traitement de prendre une décision au sujet de l'autorisation visé ci-dessus (a.)
- c)** La liste des sous-traitants ultérieurs effectuant une ou plusieurs opérations de traitement visées à l'article 12.3 ci-dessus est communiquée au responsable de traitement par le sous-traitant avant la conclusion du marché et à toute mise à jour de celle-ci.
- d)** Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du RGPD.
- e)** À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.
- f)** Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.
- g)** Le sous-traitant convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le responsable du traitement a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.
  - Tenue d'un registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- a)** Le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- b)** Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- c)** Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe

1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

- d) Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, et notamment, selon les besoins :
- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le sous-traitant s'engage à communiquer sur demande du responsable de traitement la déclaration des activités de traitement effectuées pour son compte dans le cadre du présent marché.

- Communication des coordonnées du Délégué à la protection des données du sous-traitant

Le sous-traitant communique à l'acheteur dès la notification de l'avenant le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

## **12.5. Transferts internationaux**

- a) Tout transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale par le sous-traitant n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du responsable du traitement ou afin de satisfaire à une exigence spécifique du droit de l'Union ou du droit de l'État membre à laquelle le sous-traitant est soumis et s'effectue conformément au chapitre V du RGPD.
- b) Le responsable du traitement convient que lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur conformément à la clause 14.4 pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement) et que ces activités de traitement impliquent un transfert de données à caractère personnel au sens du chapitre V du règlement (UE) 2016/679, le sous-traitant et le sous-traitant ultérieur peuvent garantir le respect du chapitre V du RGPD en utilisant les clauses contractuelles types adoptées par la Commission sur la base de l'article 46, paragraphe 2, du RGPD, pour autant que les conditions d'utilisation de ces clauses contractuelles types soient remplies.

## **12.6. Prise en compte des droits des personnes concernées**

- Prise en compte des droits des personnes concernées par le responsable de traitement

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données. Il lui appartient

également de répondre aux demandes d'exercice de droit qui lui sont adressées par les personnes concernées.

Pour ce faire, la solution proposée par le sous-traitant comportera un espace spécifique accessible à tout moment par les personnes concernées, permettant au responsable de traitement d'informer celles-ci conformément aux articles 13 et 14 du RGDP.

- Prise en compte des droits des personnes concernées par le sous-traitant
- a) Le sous-traitant informe, dans un délai de 24h à compter de la réception de la demande, le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.
- b) Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement. Dans l'exécution de ses obligations conformément aux points a) et b), le sous-traitant se conforme aux instructions du responsable du traitement.

#### **12.7. Mesures de sécurité**

- Niveau d'exigence

Les dispositions du cahier des clauses simplifiées de cyber sécurité sont applicables au présent marché. Le sous-traitant s'engage à les respecter et veille à leur respect en cas de sous-traitance.

Ce clausier est consultable en suivant le lien suivant : <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2018/9/18/ECOP1825228A/jo/texte/fr>

En outre, le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Il s'engage également à ne pas être sujet à un risque d'accès par des autorités publiques d'État tiers non autorisé par le droit de l'Union européenne ou d'un État membre de l'UE.

Le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) et la politique de confidentialité seront annexés à l'acte d'engagement.

- Confidentialité

Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat.

Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel signent un engagement de confidentialité vis-à-vis des données personnelles précisées à l'article 12.3 des présentes clauses ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

### **12.8. Notification en cas de violation de données à caractère personnel**

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du RGPD, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

- Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- a) aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques);
- b) aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du RGPD doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins:
  - 1) la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
  - 2) les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
  - 3) les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais;

- c) aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du RGPD, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.
  - o Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans un délai de 24h après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- a) une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés);
- b) les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel;
- c) ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

#### **12.9. Sort des données au terme de l'exécution du marché**

Le sous-traitant transmettra au pouvoir adjudicateur à la première demande les données en sa possession au terme de l'exécution du marché et procédera à la destruction complète de celles-ci sur instruction écrite de ce dernier.

#### **12.10. Documentation et conformité**

- a) Les parties doivent pouvoir démontrer la conformité avec les présentes clauses.
- b) Le sous-traitant traite de manière rapide et adéquate les demandes du responsable du traitement concernant le traitement des données conformément aux présentes clauses.
- c) Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du RGPD.
- d) À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

- e) Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.
- f) Les parties mettent à la disposition de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes, dès que celles-ci en font la demande, les informations énoncées dans la présente clause, y compris les résultats de tout audit.

#### **12.11. Résiliation du marché**

- a) Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.
- b) Le responsable du traitement est en droit de résilier le présent marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :
  - a. Le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point a) et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
  - b. Le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du RGPD ;
  - c. Le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du RGPD.
- c) Le sous-traitant est en droit de résilier le présent marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu des présentes clauses lorsque, après avoir informé le responsable du traitement que ses instructions enfreignent les exigences juridiques applicables conformément à la clause 12.1, le responsable du traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.

À la suite de la résiliation du marché, selon le choix du responsable du traitement et sauf dispositions contraires le droit de l'Union ou le droit national, le sous-traitant supprime, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression ;

Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

### **ARTICLE 13 – CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE**

#### **13.1. Modalités de gestion des marchés subséquents**

CCAP-2026.05

Chacune des missions prévues pourra donner lieu à l'attribution d'un ou plusieurs marchés subséquents.

Ces marchés subséquents seront attribués après que le titulaire ait été invité à compléter son offre initiale dans un délai précisé dans cette demande.

L'offre devra être remise avant la date et heures limites fixées par le règlement de consultation du marché subséquent qui sera transmis sur la plateforme de dématérialisation PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>.

Chaque marché subséquent prend effet à compter de sa notification au titulaire ou, le cas échéant, à compter de la date fixée par l'ordre de service lorsque celui-ci est prévu. Il appartient à chaque marché subséquent de définir sa propre durée d'exécution.

Par ailleurs, eu égard à la procédure de passation de l'accord-cadre, conclue selon la procédure d'appel d'offres ouvert, aucune négociation ne pourra être engagée dans le cadre de l'attribution des marchés subséquents.

### **13.2. Conditions tenant à l'assistant à maîtrise d'ouvrage référent**

Les dispositions suivantes s'appliquent en cas d'un changement important dans l'équipe de l'AMO désignée.

Les compétences personnelles de certains membres de l'équipe ayant été déterminantes dans le choix de l'attributaire du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à maintenir les personnes considérées à l'exécution de l'accord-cadre, sauf circonstances de force majeure.

En pareil cas, et tout en prenant toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire devra en aviser sans délai l'Université de Lille et lui proposer dans un délai maximum de 15 jours calendaires un remplaçant présentant une compétence, une expérience professionnelle et des références au moins équivalentes à celles de son prédécesseur. A défaut, le remplaçant sera refusé.

Si l'Université refuse le remplaçant proposé dans le délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la réception de la proposition de remplacement, le titulaire dispose de 15 jours calendaires pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par l'Université est motivée et notifiée au titulaire.

L'accord du maître d'ouvrage est réputé acquis s'il conserve les silences plus de 15 jours calendaires à compter de la réception de la proposition de remplacement.

Les fonctions des personnes concernées par la présente clause sont les suivantes :

- Le Directeur de projet
- Le Chef de projet



En cas de dysfonctionnement significatif dans les relations avec l'Université de Lille ou avec des partenaires essentiels pour la bonne réalisation de la mission, l'université pourra exiger le changement de la personne responsable du dysfonctionnement sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par le titulaire dans les conditions précitées.

Par ailleurs, sans préjudice des poursuites qu'il pourra exercer, l'Université a le droit d'exiger du titulaire, au motif d'incapacité, insubordination ou défaut de probité, qu'il retire telle personne qu'il emploie parmi les personnels affectés aux prestations de l'accord-cadre dans les conditions précitées. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de ce fait.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire dans les délais précités ou en cas de récusation des remplaçants par l'Université de Lille, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire prévue par l'article 19 du CCAP.

### **13.3. Absence de réponse**

A chaque sollicitation en vue de la conclusion d'un marché subséquent, le titulaire peut motiver son absence de réponse au plus tard dans les 24 heures suivant la date limite de réponse à la consultation.

En cas d'absence de justification à une sollicitation, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités conformément à l'article 18 du CCAP.

### **13.4. Délais de livraison**

Les prestations sont exécutées dans le respect des prescriptions du CCTP et selon l'offre du titulaire.

En cas de retard imputable à la personne publique, la prolongation du délai d'exécution est de droit pour le titulaire.

Si le titulaire n'agit pas dans les délais prescrits, il se verra appliquer les pénalités de l'article 18 du présent CCAP.

Attention : Si le titulaire n'est pas en mesure de satisfaire l'une de ces exigences : quantité, qualité des livrables, respect des délais, caractéristiques techniques, il doit obligatoirement en aviser le service concerné. Le pouvoir adjudicateur jugera s'il lui impute ou non les pénalités associées.

### **13.5. Clause de dérogation au principe d'exclusivité de passation des marchés subséquents**

Si les termes de l'accord-cadre ne sont pas adaptés à la parfaite satisfaction des besoins de l'Université de Lille, celle-ci se réserve la faculté de déroger ponctuellement au principe d'exclusivité de passation des marchés subséquents et des bons de commandes passés sur un marché subséquent à bons de commande avec le titulaire de l'accord-cadre en s'adressant à

un ou des prestataires autres que le titulaire précité dans le respect de la réglementation relative aux marchés publics et des règles de passation des marchés publics de l'Université.

Par ailleurs, rien n'interdit au titulaire de l'accord-cadre de postuler à l'attribution des marchés publics correspondant aux commandes effectuées hors accord-cadre.

### **13.6. Clause de réexamen**

#### **13.6.1. Modalités de modification du plafond maximum de l'accord-cadre**

En vertu de la présente clause de réexamen, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une modification du présent accord-cadre, aux fins d'augmenter le montant maximum initialement prévu pour le lot concerné, en vue de l'anticipation de l'atteinte dudit montant. **Cette faculté pourra être exercée lorsque 80 % du montant maximum prévu pour le lot auront été consommés dans un délai de 3 ans suivant le début d'exécution de l'accord-cadre.**

Si ces conditions sont respectées, les parties s'engagent à formaliser, par avenant, le nouveau plafond étant entendu que **cette augmentation ne peut excéder 20% du montant maximum fixé dans le marché.**

#### **13.6.2. Réalisation de prestations similaires**

Pour cet accord-cadre, il est prévu la possibilité de passer un ou plusieurs marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique pour l'accord-cadre dans les conditions suivantes.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter du début d'exécution de l'accord-cadre initial. Pour chaque marché de prestations similaires à l'accord-cadre, le titulaire s'engage à respecter à minima les prix concernés de l'accord-cadre initial, sauf justifications dûment apportées et librement acceptées par l'Université de Lille.

En cas de refus de l'Université de Lille d'accepter un quelconque dépassement des prix concernés, le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de ce refus pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations que ce soit dans le cadre de l'accord-cadre initial ou du marché de prestations similaires.

#### **13.6.3. Ajout de réunions**

En application de la présente clause de réexamen, chaque marché subséquent pourra, en cours d'exécution, faire l'objet d'ajout de réunions supplémentaires.

Le nombre de réunions ainsi ajoutées ne pourra excéder 20 réunions par marché subséquent. En outre, le montant cumulé de ces prestations supplémentaires ne pourra dépasser 50 % du montant initial du marché subséquent concerné.

Cette faculté de modification est ouverte pour chaque marché subséquent.

## **ARTICLE 14 - PRIX**

### **14.1. Prix de règlement de l'accord-cadre et des marchés subséquents**

Les prix sont conformes à l'acte d'engagement et au Bordereau de Prix Plafonds.

En vertu de l'article 10 du CCAG-PI, le prix de règlement objet du marché est établi à partir des propositions toutes taxes comprises (TTC) en euros du titulaire.

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-PI de 2021, il est précisé que les prix incluent tous les frais résultants de l'exécution des prestations confiées au Titulaire dont la maintenance évolutive dite obligatoire, y compris les frais généraux, impôt, taxes, ainsi que les assurances que le Titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle.

Les prix sont également réputés comprendre tous les frais afférents à l'exécution des prestations, c'est-à-dire au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

### **14.2. Forme de prix des marchés subséquents**

Les prix figurant dans le Bordereau de Prix Plafonds constituent le référentiel de prix pour les marchés subséquents. Ces prix sont des prix plafonds : le titulaire ne peut, en aucun cas, proposer des prix supérieurs aux prix mentionnés dans ce bordereau (éventuellement révisés dans les conditions de l'article 14.3 ci-après) dans les pièces financières du marché subséquent.

Cependant, cela n'empêche pas le titulaire d'ajuster de manière optimale les prix plafonds dans l'offre financière des marchés subséquents.

Les marchés subséquents seront traités à prix forfaitaire et/ou à prix unitaires.

### **14.3. Révision de prix**

Les prix du Bordereau des Prix Plafonds sont révisables annuellement à compter de la notification sur demande du titulaire selon la formule de révision suivante :

$$P_n = P_0 \times (I_n / I_0)$$

$P_n$  = Nouveau Prix

$P_0$  = Prix initiaux à la remise de l'offre

$I_n$  est le dernier indice disponible = Indice disponible au mois de la demande de révision.

Si l'indice est temporaire, en accord avec le pouvoir adjudicateur, une demande de révision définitive avec un indice confirmé pourra être admise.

$I_0$  est l'indice du mois de remise des offres (mois de la DLRO)

$I$  est l'indice SYNTEC

### **14.4. Clause de substitution de l'indice prévu à l'article 14.3 du CCAP**

CCAP-2026.05

En cas de disparition, en cours d'exécution du présent marché, d'un indice référencé pour le calcul de la variation des prix à l'article 14.3 du présent CCAP, le titulaire s'engage à notifier sans délai cette situation à l'Université, en fournissant toutes les informations pertinentes et disponibles concernant cette disparition.

Suite à cette notification, les parties se réuniront dans un délai de 30 jours maximum pour examiner de bonne foi les alternatives possibles et convenir d'un nouvel indice de substitution qui reflète au mieux les variations économiques affectant le coût des prestations objet du marché. Les parties s'efforceront de sélectionner un indice qui assure une équivalence économique avec l'indice disparu, afin de maintenir l'équilibre financier du contrat.

Une fois le nouvel indice de substitution convenu, les modalités de son application pour le calcul de la variation des prix seront formalisées par un avenant à l'accord-cadre. Cet avenant précisera la date d'effet du nouvel indice, ainsi que toute modification nécessaire des formules de révision des prix initialement prévues.

En attendant la formalisation du changement d'index/indice par avenant, les parties conviennent que la variation des prix sera temporairement suspendue. Une régularisation sera effectuée rétroactivement une fois le nouvel index/indice appliqué si cela est prévu explicitement par l'avenant.

#### **14.5. Clause de sauvegarde**

Par dérogation aux dispositions de l'article 36 du CCAG-PI, l'Université de Lille se réserve le droit de résilier le présent marché, sans indemnité au profit du titulaire, dans l'hypothèse où l'augmentation moyenne des prix constatée sur l'ensemble de l'année excéderait 3 % du prix initial fixé lors de la notification du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de négocier la hausse exceptionnelle selon les justifications transmises.

### **ARTICLE 15 – DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE**

#### **15.1. Cession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats de l'exploitation**

Par dérogation aux dispositions de l'article 35.2 du CCAG-PI, sont considérés comme « résultats issus de l'exécution du présent marché » l'ensemble des éléments, matériels ou immatériels, produits ou recueillis dans le cadre de son exécution pour le compte de l'Université de Lille. Sont notamment visés, sans que cette liste soit limitative, les travaux, études, analyses, données, calculs, schémas, représentations graphiques, guides, supports de présentation, informations de toute nature, logiciels, bases de données, signes distinctifs, esquisses, dessins, modèles, illustrations et documents quels qu'en soient la forme, le support ou le degré d'originalité, qu'ils relèvent ou non de la protection par un droit de propriété intellectuelle.

Le titulaire transfère à titre exclusif à l'Université de Lille l'ensemble des droits de propriété intellectuelle attachés aux études, enquêtes, livrables et documents élaborés dans le cadre du marché. Toute utilisation, communication ou diffusion, totale ou partielle, desdits éléments par le titulaire est subordonnée à l'autorisation préalable et expresse de l'Université.

La cession ainsi consentie couvre notamment :

- Le droit d'usage, permettant à l'Université d'utiliser librement les études, documents et résultats pour tout besoin, sous quelque forme que ce soit ;

- Le droit d'adaptation, incluant le droit de corriger, modifier, traduire, transposer, adapter ou transformer, en tout ou partie, les résultats, sur tout support et dans tout langage, y compris informatique ;
- Le droit de reproduction, comprenant la faculté de fixer, conserver, copier ou faire copier les livrables sur tout support, connu ou à venir, en un nombre illimité d'exemplaires ;
- Le droit de représentation, permettant la communication ou la mise à disposition du public, par tout moyen ou procédé existant ou futur, tant à destination d'un public spécialisé que du grand public ;
- Le droit d'exploitation, incluant le pouvoir pour l'Université d'exploiter directement les résultats ou d'en concéder les droits à des tiers, en France ou à l'étranger, à titre gratuit ou onéreux, sous forme exclusive ou non.

Le prix du marché inclut la cession intégrale des droits de propriété intellectuelle afférents aux prestations.

Par ailleurs, cette cession, consentie par les cédants au cessionnaire, couvre toute la durée prévue par les articles L123-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

#### **15.2. Exclusion des connaissances antérieures du champ de cession**

Conformément à l'article 32.2 du CCAG-PI, le titulaire, l'Université de Lille et les tiers restent propriétaires des droits de propriété intellectuelle portant sur les connaissances antérieures.

### **ARTICLE 16 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT**

#### **16.1 - Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations.**

Les modalités de paiement sont définies à l'article 9 du présent CCAP.

La facture, libellée "Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail CHORUS PRO (SIRET : 130 029 754 00012 et TVA intracommunautaire : FR88 130 029 754, pas de code service).

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation, vous pouvez utiliser l'adresse mail générique : [facturier-ulille@univ-lille.fr](mailto:facturier-ulille@univ-lille.fr)

La facture doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- le n° de bon de commande (commençant par 45...)
- le numéro de marché « 2026.05 »
- la date de facturation

- les nom, adresse et raison sociale du titulaire,
- les noms et adresse du destinataire,
- la date de livraison,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé sur l'ATTRI1,
- la désignation en clair des matériels concernés et les quantités livrées,
- le prix hors taxes (HT),
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix toutes taxes comprises (TTC)

Sans l'intégralité des informations mentionnées ci-dessus, l'Agence comptable sera dans l'obligation de retourner les factures.

**16.2 - Les sommes dues**, autres que celles visées à l'article 17 sont payées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture par le service facturier après admission des matériels.

Le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. De plus, conformément à la loi du 28/01/2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'ajoute automatiquement, en cas de retard de paiement, aux intérêts moratoires dus au créancier.

**16.3 - Le règlement est effectué par virement administratif** au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

**16.4 - L'ordonnateur de la dépense** est Monsieur le Président de l'Université de Lille.

**16.5 - Le comptable assignataire de la dépense** est Monsieur l'Agent Comptable de l'Université de Lille, Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex.

#### **16.6 – Nantissement**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique

Le pouvoir adjudicateur délivre, sans frais, au titulaire qui en fait la demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

CCAP-2026.05

La personne habilitée à fournir des renseignements est Monsieur l'Agent Comptable de l'Université de Lille (Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex).

#### **16.7 – Cautionnement**

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

#### **16.8 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-PI.

#### **16.9 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L2193-10 à L2193-14 et R2193-10 à R2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

### **ARTICLE 17 - AVANCE**

#### **17.1 - Marchés subséquents ordinaires**

Chaque marché subséquent pourra faire l'objet d'une avance lorsque le montant initial du marché subséquent est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement sous réserve de la présentation d'une facture.

Dans les mêmes conditions, le montant de l'avance est fixé à 30 %.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant total du marché subséquent. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 100% du marché.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitants).

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la Commande Publique.

Dans le cas d'un marché subséquent à tranches, chaque tranche sera considérée comme un marché distinct pour la mise en œuvre de l'avance. Toutes les modalités définies ci-dessous relatives au marché subséquent s'appliquent alors à chacune des tranches affermies.

### **17.2 – Marchés subséquents prenant la forme d'accords-cadres à bons de commande**

Chaque bon de commande pourra faire l'objet d'une avance lorsque le montant initial du bon de commande, est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement sous réserve de la présentation d'une facture.

Dans les mêmes conditions, le montant de l'avance est fixé à 30 %.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du bon de commande du marché subséquent prenant la forme d'un accord-cadre à bons de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 100%

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitants).

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la Commande Publique.

## **ARTICLE 18 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE**

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à l'Université de Lille tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université de Lille ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'ATTR11, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université de Lille n'aurait pas eu connaissance.



## ARTICLE 19 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur applique les pénalités ci-dessous en cas de manquement du titulaire :

Nature du manquement	Montant
Absence non justifiée aux réunions prévues dans les marchés subséquents	200 € H.T par réunion manquée
Retard dans la proposition d'intervenant qualifié : en l'absence de validation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur pour tout remplacement d'intervenant	1 000 € H.T par jour calendaire de retard
Retard dans la production de documents (livrables) : l'absence de production de documents (comptes-rendus, livrables, ...) relatifs aux éléments de missions dans les délais fixés par le calendrier du marché subséquent	50 € H.T par jour calendaire de retard et par document

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut appliquer les pénalités pour retard sans mise en demeure du titulaire de présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas limité à un pourcentage du marché subséquent initial.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché.

## ARTICLE 20 - RESILIATIONS

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues au Chapitre 7 du CCAG-PI.

### **20.1 - Résiliation du marché pour non-conformité au RGPD**

a) Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

b) Le responsable du traitement est en droit de résilier le présent marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

a. Le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point a) et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;

b. Le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du RGPD ;

c. Le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du RGPD.

c) Le sous-traitant est en droit de résilier le présent marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu des présentes clauses lorsque, après avoir informé le responsable du traitement que ses instructions enfreignent les exigences juridiques applicables conformément à la clause 14.1, le responsable du traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.

À la suite de la résiliation du marché, selon le choix du responsable du traitement et sauf dispositions contraires le droit de l'Union ou le droit national, le sous-traitant supprime, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression ;

Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

## **20.2. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Conformément à l'article 38 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin, à tout moment, à l'accord-cadre pour un motif d'intérêt général.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, le titulaire a droit à être indemnisé, uniquement, de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

**Pourra également entraîner la résiliation du marché, la non justification d'absence de réponse, dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAP, à plus d'une sollicitation du pouvoir adjudicateur.**

## **ARTICLE 21 – LITIGES – REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Les parties s'efforceront de trouver un règlement amiable à leurs différends.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre l'université et le titulaire du marché, ne pourront

être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Tout contentieux juridictionnel survenant au cours du présent marché sera du ressort du Tribunal Administratif de Lille.

## **ARTICLE 22 – PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS**

Afin de prévenir d'éventuels conflits d'intérêts du titulaire, et en complément des termes des articles L2422-4 du Code de la commande publique (CCP) et 4 de l'Acte d'engagement concernant l'exclusivité de la rémunération du titulaire, les dispositions suivantes s'appliquent :

Le conflit d'intérêts est défini conformément aux dispositions de l'article L 2141-10 du CCP. Dès lors, et durant toute l'exécution du présent accord-cadre et de ses marchés subséquents, le titulaire s'engage :

- En toute circonstance, à maintenir son indépendance d'analyse, de jugement et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence.
- À éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'Université, de ses membres et d'autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer, directement ou indirectement, à l'exécution du présent accord cadre et de ses marchés subséquents. Pour ce faire, et pendant toute la durée du présent accord-cadre et de ses marchés subséquents, le titulaire doit, notamment :
  - Vérifier que ses personnels et intervenants ne se trouvent pas dans une telle situation de conflits d'intérêts
  - Prendre les mesures nécessaires, notamment en termes d'organisation, pour que de telles situations ne se présentent pas.
- A avertir l'Université, dès qu'il en a connaissance, de toute situation susceptible de créer ou d'aboutir à un conflit d'intérêts, même potentiel ou temporaire, avec les intérêts de l'Université. Dans le cas où le titulaire effectue un tel signalement, ou s'il identifie une situation susceptible de créer ou d'aboutir à un conflit d'intérêts, le titulaire prend toutes mesures nécessaires pour prévenir tout conflit d'intérêt et en informe l'Université.

Ce dernier se réserve le droit de vérifier que lesdites mesures sont appropriées et d'exiger, le cas échéant, que des mesures complémentaires soient prises rapidement. Le titulaire s'assure que les membres de son personnel et de ses organes d'administration et de direction ne se trouvent pas dans une situation pouvant donner lieu à un conflit d'intérêts. Il remplace, immédiatement et sans exiger de l'Université une quelconque compensation, tout membre de son personnel qui serait exposé à une telle situation. Par conflit d'intérêts au sens de ces dispositions est entendu toute situation dans laquelle le titulaire ou ses personnels et intervenants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de décision, dont ils pourraient tirer un intérêt direct ou indirect dans le cadre de leurs activités, intérêt qui peut être perçu comme portant atteinte à l'exercice impartial et objectif de leurs missions. Est

entendu par « intérêt(s) » tout intérêt familial, sentimental, économique, politique ou autre partagé avec des tiers, y compris les intérêts professionnels conflictuels.

- Dans l'hypothèse où le titulaire fait appel à des sous-traitants ou se trouve lié à des entreprises dans les conditions définies ci-dessous, à faire respecter les mêmes principes que ceux définis au présent article. Il est ainsi entendu que le titulaire demeure responsable envers l'Université des conséquences, de quelque nature que ce soit, d'un éventuel conflit d'intérêts entre ces sous-traitants, ces entreprises liées, leurs personnels et intervenants et les intérêts du Port.
- A ne pas s'opposer à divulguer, sur simple demande de l'Université, les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une procédure de passation ultérieure.
- A mettre en oeuvre, d'une part, les mesures nécessaires afin d'éviter tout renvoi de responsabilité en cas de difficulté rencontrée et, d'autre part, tous les moyens à sa disposition afin de prendre les mesures nécessaires à la résolution de ladite difficulté.
- A porter le plus rapidement possible à la connaissance de l'Université tout changement de forme juridique ou d'actionnariat du titulaire intervenant lors de l'exécution de l'accord-cadre. L'Université pourra ainsi prendre au cas par cas les dispositions utiles.

D'une manière générale, le titulaire s'abstient de tout contact de nature à compromettre son indépendance, et déclare :

- Qu'il n'a pas fait, et s'engage à ne pas faire, d'offre, de quelque nature que ce soit, dont un avantage pourrait être tiré au titre de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents
- Qu'il n'a pas consenti, recherché, cherché à obtenir ou accepté, et s'engage à ne pas consentir, rechercher, chercher à obtenir ou accepter, d'avantage, financier ou en nature, en faveur ou de la part d'une quelconque personne lorsque cet avantage constitue une pratique illégale ou relève de la corruption, directement ou indirectement, en ce qu'il revient à une gratification ou une récompense liée à l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents.

Le titulaire répercute par écrit toutes les obligations pertinentes auprès des membres de son personnel et de ses organes d'administration et de direction, ainsi qu'auprès des tiers participant à l'exécution du contrat. Une copie des instructions données et des engagements conclus à cet égard pourra être réclamée par le Port sur simple demande.

Le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte des mesures qu'il aura prise pour prévenir tout risque de conflit d'intérêts (à la demande ou non de l'Université) pour exiger de l'Université une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents.

## ARTICLE 22 – DEROGATION AU CCAG-PI

Il est dérogé aux articles du CCAG-PI, respectivement par les articles suivants du présent CCAP :

Articles du CCAP	Articles CCAG-PI
14.5	36
15.1	35.2
18	14 / 14.1.1 / 14.1.2 / 14.1.3
19.2	40